



LES MIDIS DE LA MÉDITERRANÉE

« La dépendance énergétique de l'UE :

Vers un renforcement des relations euro-arabes ?»

Conférence du lundi 19 octobre 2009, organisée par le Mouvement européen-Belgique et MEDEA, au Mouvement Européen Belgique.

Compte-rendu : Nathalie Janne d'Othée & Andrew Bower

Intervenant :

Roland Kobia, Membre du Cabinet du Commissaire Andris Piebalgs, Direction Générale Energie et Transport, Commission Européenne

Présentation de l'intervenant par *Maité Abram*, directrice du Mouvement Européen Belgique

Les Midis de la Méditerranée ont aujourd'hui la chance de recevoir M. Roland Kobia.

Roland Kobia, est un membre du Cabinet du Commissaire Européen à l'Energie, M. Andris Piebalgs, dans lequel il est en charge des relations internationales avec les pays tiers et couvre pour cela tous les secteurs de l'énergie transversalement. Nous avons de la chance puisque M. Kobia quitte son poste pour celui de chef de mission à la représentation de la Commission en Azerbaïdjan.

Avant cela, il a servi six ans dans le service diplomatique de la Commission comme sous-chef de délégation en RDC et comme chef de la section politique régionale au Kenya (couvrant les régions des Grands Lacs et de la Corne d'Afrique). Il a aussi été Directeur Général de la Concurrence pendant sept ans, et Directeur Général pour le Marché interne et les Affaires Financières de la Commission Européenne. Dans les débuts de sa carrière, Roland Kobia a été Assistant et chercheur en Droit dans une Université en Afrique du Sud.

Il a donné cours dans de nombreuses universités et a également donné des conférences dans divers Ministères de pays membres ou adhérents à l'Union Européenne.

Son parcours académique n'est pas des moindres. Il a un Doctorat en Droit, un Master en Administration Européenne du Collège d'Europe à Bruges, un Master en Droit nucléaire international de l'Université de Montpellier (France) et enfin un Diplôme de Droit spécialisé en Affaires Européennes à l'Université Catholique de Louvain (Belgique).

La sécurité énergétique de l'UE, le corridor Sud

Une série de défis nous attend dans le futur :

- 1) L'**agenda du changement climatique**. Il faut noter que le prix fluctuant du carbone rend les prévisions très difficiles. D'autre part, il faudra de plus en plus faire face à des conflits énergétiques. On parle souvent des futurs conflits pour l'eau, mais avant cela, il nous faudra faire face à des conflits concernant les ressources énergétiques.
- 2) Le **prix volatile du baril de pétrole**. le marché du pétrole est extrêmement volatile. L'an dernier au G8, il a été proposé qu'un mécanisme soit mis en place qui maintienne le prix du pétrole dans un certain rang de prix. Proposition qui sur le modèle du « Serpent monétaire européen » (instrument qui visait à limiter le taux de change entre les pays membres de l'UE), serait une sorte de « Serpent économique pétrolier ». Etonnamment l'OPEP est elle-même satisfaite du maintien du prix du pétrole à un niveau pas trop élevé et soutient donc ce genre de mécanisme de régulation.
- 3) Le **besoin en énergie** est de plus en plus grand.

En Janvier 2009, l'Europe a connu une crise du gaz. Le 1^{er} janvier 2009, Gazprom a en effet arrêté sa livraison de gaz à l'Ukraine, pays par lequel transitent de grandes quantités de gaz destinées à l'Europe. Certains pays européens ont connu des coupures de gaz de plus de 75%. Cette crise a démontré la dépendance de l'Union Européenne par rapport au gaz russe et à certains canaux d'approvisionnement.

Les réactions au niveau de l'Union Européenne ne se sont pas faites attendre et ont été mises en place en parant au plus urgent, le 7 janvier, et ensuite les 10, 16 et 18 janvier.

Cette crise a été plus qu'un « wake up call » (ndlr : un coup de téléphone de réveil), elle a été une « cold shower » (ndlr : une douche froide). Mais dans un sens, elle a été bénéfique car elle a d'une part confirmé à l'Europe que celle-ci était sur la bonne voie concernant la sécurisation de son approvisionnement, d'autre part elle a contribué à accélérer la mise en place de mesures. Les Russes ont donc en quelque sorte « aidé » l'Union Européenne.

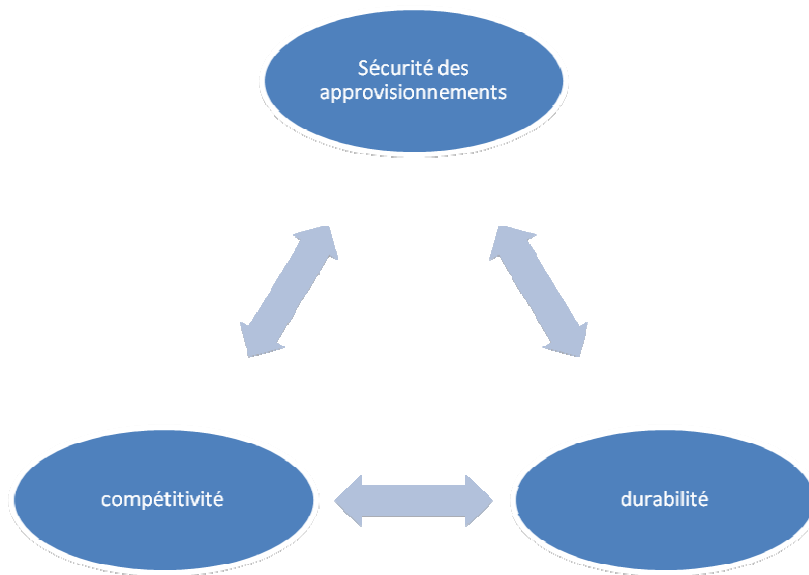
Question de Mr Loftus : Des dispositifs permanents ont-ils été mis en place ?

Certaines mesures étaient réputées impossibles et se sont avérées possible lorsque la crise s'est déclarée en janvier. Il faudra en tenir à compte à l'avenir.

Question de Mr Kröner : Chaque pays a ses réserves nationales. Jusqu'à quel point y-a-t-il une solidarité entre les 27 Etats-membres de l'UE ?

La solidarité existe mais elle n'est pas gratuite, il s'agit de transferts sur des bases commerciales. Il faut maintenant institutionnaliser cette solidarité parce que tout ne se fera pas toujours aussi facilement. Il n'y aura pas de réserves européennes, les réserves resteront nationales mais avec une mise en commun au niveau de l'UE.

La **politique énergétique de l'UE** peut être résumée en un schéma :



Selon Roland Kobia il faudrait rajouter à ce schéma l'**agenda de Johannesburg**, c'est-à-dire les mesures prises lors du sommet sur le développement durable à Johannesburg en 2002 et qui concernent principalement la santé, l'eau, l'énergie, l'agriculture, et la diversité biologique.

L'**accord 20-20-20** est une des autres composantes essentielles qui définissent les orientations de l'UE en matière d'énergie. Il s'agit de parvenir d'ici à 2020 à :

- 1) – **20% de gaz à effet de serre** : L'objectif des -30% pourrait même être fixé par les pays Européens comme nouvel objectif à Copenhague.
- 2) – **20% de consommation d'énergie** : De gros efforts doivent être fournis en la matière.
- 3) **+ 20% d'énergies renouvelables** : Aujourd'hui on en est à 8,5%. Les 20% seront donc difficiles à atteindre, cela aussi demandera des efforts considérables. Certains membres de l'UE sont encore à 0%, comme Malte et Chypre (alors que ces pays sont bien exposés pour l'exploitation de l'énergie solaire).

Question de Mr Kleinermann, Secrétaire Général de l'Institut MEDEA : Dans cet objectif de 20 % à atteindre, parle-t-on uniquement des énergies solaires ou d'autres types d'énergies renouvelables ? Du nucléaire aussi ?

On parle bien entendu de tous les types d'énergies renouvelables : solaire, éolienne, biomasse, géothermie, photovoltaïque... Il n'y a pas de priorités, elles doivent être développées en fonction des capacités et des particularités de chacun.

Le nucléaire peut être considéré comme une énergie propre mais pas renouvelable. Elle est en effet propre parce qu'elle ne contient pas de CO₂, ce qui est un avantage pour l'effet de serre.

Au niveau des infrastructures, les priorités de l'Europe sont les suivantes :

- 1) **Ring méditerranéen** : parvenir à une interconnexion complète des réseaux électriques des pays de la Méditerranée.
- 2) Le **corridor Sud** (ou **projet Nabucco**) pour le pétrole et le gaz.

- 3) L'**interconnexion électrique** entre les 27 membres de l'UE, surtout entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.
- 4) **Industrie éolienne offshore** ou encore la marée motrice (ou « wave energy » : utilisation de la puissance des vagues).
- 5) **Plan d'interconnexion Baltique** : les pays baltiques constituent une exception dans l'UE puisqu'ils sont encore reliés au réseau russe et non à celui de l'UE.
- 6) **Plan d'action LNG (Liquefied natural gaz)** : augmentation de la part de gaz liquéfié dans l'UE en faisant appel à de nouveaux fournisseurs. Le Qatar veut par exemple augmenter la quantité de gaz qu'il fournit à l'UE.

Question de Mr Loftus : Pendant la guerre froide, l'OTAN avait investi dans une infrastructure pétrolière en Europe de l'Ouest. Existe-t-il quelque chose de similaire avec l'Union Européenne ?

C'est une question sensible. La crise ukrainienne vient de là. Les pipes ukrainiennes ont été financées par l'ex-URSS et la Russie n'accepte pas que ces pipes leurs échappent.

Afin de parvenir à une **relance économique**, l'Union Européenne a investi plus ou moins 4 milliards € dans le secteur énergétique. Cet investissement sert d'incitant pour les entreprises.

Question du Dr. Rhein : L'UE ne doit-elle pas plutôt laisser les entreprises investir

Les projets offshore comportent par exemple des risques plus élevés. Il est nécessaire que l'Union Européenne investisse dans ces projets afin de pousser les industries à s'impliquer dans ce domaine.

Politique énergétique externe

La sécurité d'approvisionnement passe avant tout par une 'diversification' des fournisseurs et infrastructures. Le Corridor Sud est représentatif de cette politique puisqu'il permet la diversification dans ces deux domaines.

Les pays fournisseurs croient souvent que l'énergie est tout ce qui intéresse les pays membres de l'UE. Mais selon cette dernière, l'énergie représente à la fois un objectif et un moyen de transmettre les valeurs et la politique de l'UE.

L'énergie se présente donc comme un facteur unificateur pour les relations extérieures de l'UE. Il existe en effet une coopération étendue à la fois bilatérale, régionale et multilatérale entre pays fournisseurs, producteurs et pays de transit.

Question de Mr Kröner : Que peut-on tirer d'une coopération avec des pays concurrents comme la Chine par exemple ?

L'UE n'a pas à imposer des objectifs trop stricts au reste du monde, mais a intérêt à voir ses pratiques être diffusées en matière de réduction de la consommation ou de l'efficacité énergétique. Avec les Etats-Unis, la coopération tient davantage d'accords stratégiques conclus avec l'UE.

Question du Dr. Rhein : Les chinois participent-ils dans l'a réduction des émissions de dioxyde de carbone ?

Oui, les chinois soutiennent la *Global Carbon Capture and Storage Initiative*. Ils avaient émis le souhait d'y participer, et ont désormais commencé à l'appliquer.

Question de Mr Kröner : Que devient ce carbone lorsqu'il est mis sous terre ?

Il reste là indéfiniment. Alors que les matières fissiles restent radioactives pour une durée limitée, certes relativement longue, le carbone ne disparaît jamais et sera donc maintenu sous terre de façon illimitée.

Question de Charles Kleinermann : Les nouveaux pipelines sont gérés par les domaines publics ou privés ?

Les pipelines sont gérés à travers un Partenariat Public Privé (PPP). Une politique d'achat commune aux 27 Etats Membres reste un objectif à long terme.

Question de Maité Abram : Serait-il possible de communautariser l'approvisionnement énergétique de l'UE ?

On ne parle pas encore de communautarisation. Il serait étonnant que l'on parvienne à organiser une politique énergétique commune.

Question de Mr Barakat : Serait-il avantageux d'avoir plus de contrôle des Etats ?

Lorsqu'on regarde l'exemple de Southstream, on constate que l'implication des entreprises multinationales ne permet pas un contrôle complet des Etats. L'UE reste dans un schéma libéral, ce qui signifie que les acteurs doivent rester libres d'agir librement tout en intensifiant les échanges d'information.

En matière de diversification des sources d'approvisionnement, des nouvelles initiatives sont envisagées dont celle d'un projet de s'approvisionner en pétrole au Nigeria, mais des problèmes de sécurité freinent le projet.

Question du Dr. Rhein : La coopération énergétique avec un pays pauvre comme le Nigeria ne présente-t-elle pas également un problème d'ordre moral, contradictoire avec les critères de Johannesburg ?

C'est pour cette raison précise que je soutiens l'introduction des critères de Copenhague dans la politique énergétique de l'Union Européenne.

Question de Mme Meunier : Le développement d'échanges énergétiques entre l'UE et ces pays engendrerait des déplacements de populations ainsi que des problèmes environnementaux. N'y-a-t-il pas un problème de cohérence si l'UE propose son soutien à des pays qui ne sont pas des démocraties ?

Cette vision est répandue, mais je ne la partage pas parce qu'elle est limitée. L'UE travaille toujours pour la promotion de ses valeurs. Face à un pays problématique, un choix existe : soit nous rompons les relations, soit nous nous engageons dans un jeu bénéfique aux deux parties, introduisant ainsi nos valeurs dans ces pays en difficulté. Les populations doivent pouvoir en profiter. Il faut noter que des études d'impact sur l'environnement et démographique sont obligatoires et effectuées de manière systématique.

Stratégie européenne en matière d'énergie

- 1) L'interdépendance énergétique : les partenariats stratégiques vont dans les deux sens. La Russie a autant besoin de l'argent européen que nous du gaz russe. Il faut donc travailler ensemble d'égal à égal. En d'autres mots, il ne faut pas se présenter en victime, mais en égal. Nous avons des alternatives, la Russie, elle, est dépendante des marchés européens. Il faut néanmoins continuer à maintenir nos relations avec la Russie. Comme disait Bouteflika : « Le problème avec les pays voisins est qu'ils ne changeront jamais d'adresse ». La Russie a toujours été un fournisseur stable. Quand ses ex-satellites sont entrés dans l'OTAN, la Russie n'a jamais fermé les vannes !

- 2) L'UE utilise sa politique intérieure et l'externalise vers les pays tiers
- 3) UE est un marché stable, solvable et prévisible
- 4) La sécurité de la demande est aussi importante que la sécurité de l'approvisionnement énergétique.
- 5) La puissance douce de l'UE : il faut continuer à négocier avec des pays même s'ils ne sont pas fréquentables ; cela reste, en effet, la seule manière de les faire changer.

Les réserves de gaz mondiales se situent principalement au Moyen-Orient, en Russie et ensuite dans le reste du monde. Il est néanmoins nécessaire de noter que ces données sont issues d'une étude menée par BP qui a négligé les importantes ressources gazières découvertes au Turkménistan. Face à cette offre, les 27 pays membres sont un marché majeur.

Différents projets concernent la Méditerranée. Il faut tout d'abord parvenir à relier les réseaux électriques des pays méditerranéens entre eux. Ensuite, le projet Nabucco permettrait de concurrencer le gaz russe avec du gaz venant d'Asie Centrale et du Moyen-Orient.

Qu'est ce que le Corridor Sud (ou projet Nabucco) ?

Le projet relie l'UE au Moyen Orient et à l'Asie centrale - l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. L'objectif est entre autres d'atteindre et l'Asie centrale et le Moyen-Orient.

L'Irak a déjà contacté l'UE à plusieurs reprises afin de se joindre au projet Nabucco. La Turquie aussi serait intéressée d'exporter son pétrole, mais ses réserves se situent dans le Sud Est Anatolien, où la population est majoritairement kurde. Leur problème est donc davantage d'ordre intérieur. Quant à l'Egypte, elle cherche à exporter du gaz.

En ce qui concerne l'Iran, il est aujourd'hui impossible pour l'UE de négocier tant que la question de l'enrichissement d'uranium ne sera pas réglée. Les entreprises peuvent néanmoins développer des relations avec Téhéran. L'Iran est par ailleurs la deuxième réserve gazière au monde. Et malgré ce statut de nouvel eldorado, l'Iran continue à importer son gaz. Le pays a donc un grand besoin de stabiliser sa situation politique pour développer ses infrastructures. L'Iran est un grand pays, et il faut qu'il parvienne à sortir de cette situation politique.

En quelques mots, Nabucco c'est :

- Une initiative du Caucase et de l'UE
- L'Azerbaïdjan en est le premier fournisseur et un pays de transit
- Une tentative pour l'UE de diversification des routes des fournisseurs ainsi que des pays partenaires. A noter que même si les fournisseurs sont des entreprises, elles sont la plupart du temps associées à l'Etat.
- le Qatar et le Koweït en sont des fournisseurs potentiellement importants.

La coopération énergétique tient également une grande place dans les **relations euro-méditerranéennes** :

- Les pays de la zone euro-méditerranéenne ont la volonté d'améliorer les interconnexions dans le secteur de l'électricité
- 5^{ème} **conférence ministérielle sur l'énergie Euromed**

- Des **projets régionaux et subrégionaux** : MED-EMIP ; MED-ENEC ; MEDREG ; IMME ; EAMGM (400 milliards d'euros est le budget estimé pour l'ambitieux projet allemand Desertec d'importation d'énergie solaire du Sahara)
- Des **relations bilatérales avancées** existent avec l'Egypte, la Jordanie, le Maroc, l'Algérie ; un Memorandum of Understanding a également été signé avec l'Irak.

Au centre de la politique énergétique de l'UE, se trouve également le **bassin de la Mer Caspienne et de l'Asie Centrale** :

- Les Partenariats de l'Est (mai 2009) soulignent une volonté d'établir des relations politiques et économiques.
- Memorandum of Understanding signé avec l'Azerbadjian, le Kazakstan et le Turkménistan.
- Une stratégie de coopération groupe à groupe avec l'Asie Centrale reste difficile : les pays en question n'aiment pas être traités comme un groupe. Ces pays n'avaient pas de réellement volonté d'indépendance, mais au fil des années, ils protègent de plus en plus leur souveraineté.

Les sommets de chefs d'Etats consacrés au projet Nabucco ou qui l'abordent sont nombreux ces derniers mois, ce qui démontre clairement l'énergie et le poids politique mis derrière ce projet.

Questions/Réponses

Dr. Rhein : Vous m'avez laissé très inquiet ! Je sors d'ici avec un maximum d'inquiétudes. Il existe un accord quasi universel sur le fait qu'il faut réduire les énergies fossiles et vous ne parlez que de projets relatifs au gaz et au pétrole. Rassurez-moi !

Roland Kobia : Le Commissaire Piebalgs est très sensible à la question des énergies renouvelables. Mais ici le sujet du jour était le projet Nabucco qui est un projet gazier et pétrolier.

Charles Kleinermann : Et il y aura dans le futur un Midi de la Méditerranée qui sera consacré à la politique européenne en matière d'énergies renouvelables en rapport avec la Méditerranée.

Mme Ariane Meunier : Qu'en est-il des relations avec le Qatar et autres pays du Golfe ? De plus, nous sommes passé rapidement sur la question des instruments financiers – la Commission ne crée-t-elle pas des outils qui assouplissent la conditionnalité ?

Roland Kobia : Vous prêchez un converti madame, je sais ce que le non-respect des droits de l'homme peut faire de sérieux dégâts.

Quant au Qatar, c'est le 4^{ème} fournisseur de gaz et 3^{ème} fournisseur de LNG (Gaz Naturel Liquéfié) de l'UE. Celle-ci maintient de très bonnes relations avec Abdullah bin Hamad al-Attiyah, Ministre de l'énergie. Le Qatar est un pays intéressant parce qu'il possède d'importantes réserves gazières et un panier du vendeur très diversifié. Le Qatar cherche désormais à exporter un tiers de son gaz en Asie, un tiers à l'Amérique et un tiers en Europe. Il souhaite diversifier ses clients, et suscite ainsi l'intérêt de l'UE. C'est un pays important et qui a la volonté de négocier avec l'UE. Il faut pour ça que les deux parties s'entendent. Nous avons des intérêts également avec l'Arabie Saoudite. Géopolitiquement, nous devons avoir des relations avec eux avec mais également indépendamment des Etats-Unis.

Pour plus d'information sur les Midis de la Méditerranée, veuillez contacter :

 <p>Mouvement Européen Belgique asbl</p>  <p>Europese Beweging België vzw</p>	<p>MOUVEMENT EUROPÉEN-BELGIQUE</p> <p>Contacts: Laetitia de Fauconval et Lin Vanwayenbergh Tel +32 2 231 06 22 Email : info@mouvement-europeen.be www.mouvement-europeen.be/ www.europese-beweging.be</p>
 <p>MEDEA</p>	<p>MEDEA</p> <p>Contact : Nathalie Janne d'Othée Tel : +32 2 231 13 00, Email : Medea@medea.be www.medea.be</p>